

Le chaos économique en Autriche

Autor(en): **Burchkhardt, Martin**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **38 (1946)**

Heft 6

PDF erstellt am: **15.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-384467>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Le chaos économique en Autriche

Par *Martin Burckhardt*

Du point de vue politique, le démembrement de l'Empire austro-hongrois, survenu après la première guerre mondiale, était depuis longtemps inévitable. Il répondait au vœu des peuples intéressés, de même qu'à l'évolution historique. Il aurait pu contribuer à la reconstruction de l'Europe, tout en neutralisant les forces qui poussèrent à une seconde conflagration mondiale, si l'on en avait tiré les conséquences non seulement politiques, mais encore économiques, autrement dit si l'on avait fondé cette fédération économique danubienne qui aurait assuré une existence normale à l'Autriche et permis à l'économie de l'ensemble des Balkans et à celle du reste de l'Europe de devenir complémentaires. Cela, les vainqueurs occidentaux ne l'ont pas voulu et certains d'entre eux ont même tout fait pour l'empêcher. Vienne et l'Autriche, auparavant la tête et le cerveau d'un espace économique parfaitement viable, végétèrent et s'appauvrirent. La voie était ainsi ouverte à toutes les solutions de désespoir, c'est-à-dire au fascisme et au national-socialisme. Le destin fit son œuvre.

Qu'en est-il aujourd'hui? La situation est si possible encore pire qu'à l'issue de la première guerre! Aux anciennes difficultés, jamais surmontées, sont venues s'en ajouter de nouvelles, plus nombreuses encore, ainsi que le montre l'article qu'on va lire. Auront-elles des conséquences aussi graves ou bien les vainqueurs d'aujourd'hui finiront-ils par revenir à la raison? That is the question!

Rim.

Après l'occupation de l'Autriche par l'Allemagne nazie, l'économie autrichienne fut soumise immédiatement à de profondes modifications de structure. Elle fut mise au service du réarmement allemand et, simultanément, nazifiée avec la dernière énergie et par tous les moyens. Dans la mesure où leurs propriétaires n'étaient pas des nazis auparavant déjà, les entreprises passèrent, par toutes sortes de moyens légaux et illégaux, aux mains de supports du régime hitlérien, si bien que l'ensemble de l'appareil économique devint bientôt la proie des nazis. La première chose que firent les envahisseurs fut de mettre immédiatement le grappin sur les matières premières et les produits mi-finis disponibles. En agissant ainsi, leur intention était d'utiliser, pour la production de guerre allemande, toutes les ressources essentielles de l'Autriche, car il régnait en Allemagne, à cette époque déjà, une forte pénurie de matières premières. En outre, les réserves de denrées alimentaires, de vêtements, de chaussures et d'autres articles d'usage courant furent raflées non seulement chez les fabricants et les grossistes, mais aussi chez les détaillants, de sorte qu'elles furent vite ramenées à leur plus simple expression. En attaquant l'Autriche, Hitler avait eu pour principal dessein de mettre l'économie autrichienne et ses sources de matières premières au service de l'effort de guerre allemand. Diverses denrées alimentaires

firent bientôt défaut, tandis que les vêtements et les chaussures se faisaient de plus en plus rares. Dès le début de la guerre, le système de rationnement, préparé de longue main, fut introduit, si bien que l'Autriche tout entière devint partie intégrante de la machine de guerre germanique. Quant à la période de guerre proprement dite, elle fut caractérisée par un pillage systématique des richesses du sous-sol autrichien. De même, les forêts furent exploitées à outrance. Comme en Allemagne les entreprises revêtant une grande importance pour la conduite de la guerre étaient sans cesse bombardées par les aviateurs alliés, on en transféra de très nombreuses en Autriche, sans tenir aucun compte de la vie économique de ce dernier pays. Ces transferts absorbèrent d'énormes quantités de main-d'œuvre. Pour remplacer les entreprises qui avaient été détruites en Allemagne occidentale et septentrionale, il fallut en construire de nouvelles en Autriche pour y abriter les installations évacuées du Reich. D'autres branches industrielles furent acculées à la ruine. En un mot, l'économie nationale autrichienne n'était plus rien d'autre qu'une partie de l'économie de guerre de l'Allemagne hitlérienne.

Les ouvriers et les employés autrichiens furent incorporés de gré ou de force dans les rangs de l'armée allemande. Ils furent remplacés toujours davantage par des ouvriers étrangers et des prisonniers de guerre contraints de travailler en Autriche. Lorsque, vers la fin de la guerre, les Russes se rapprochèrent de plus en plus des frontières de l'Autriche, une partie des ouvriers et employés autrichiens fut occupée à l'aménagement de fortifications, tandis que le reste était contraint d'adhérer au fameux « Volkssturm ». Cette organisation paramilitaire était pour Hitler le dernier atout. Cependant, de nombreux ouvriers et employés refusèrent d'y adhérer. Le malheur de la classe ouvrière et de l'économie autrichiennes fut que la guerre s'étendit au territoire national et que les fronts s'immobilisèrent par la suite en plein milieu de l'Autriche. En se retirant, les troupes allemandes, et surtout les S. S., ne se contentèrent pas de détruire la presque totalité des ponts, nœuds ferroviaires et des autres centres de communication, mais elles emmenèrent encore avec elles les moyens de transport, anéantirent partiellement les entreprises et s'emparèrent de l'outillage pour le transporter vers l'ouest dans l'espoir de pouvoir y opposer une ultime résistance. Très souvent, tout cela se fit d'une façon entièrement incohérente et sans tenir aucun compte du fait que toute la machine guerrière de l'Allemagne était d'ores et déjà pratiquement effondrée. Les troupes du « Volkssturm » furent également emmenées vers l'ouest afin d'y poursuivre la résistance aux côtés des Allemands. A cette époque, l'Armée rouge occupait des positions sur une ligne qui traversait l'Autriche. Venant de l'ouest, les Alliés avancèrent rapidement, s'emparèrent des troupes qui se trouvaient sur sol autrichien et opérèrent finalement leur jonction avec les Russes.

La ligne sur laquelle l'Armée rouge et les troupes alliées se rencontrèrent devint la ligne de démarcation. Par la suite, les troupes soviétiques furent retirées de la Styrie. A l'heure actuelle, la Basse-Autriche, le Burgenland, quelques arrondissements de Vienne et une partie de la Haute-Autriche font partie de la zone russe. Quant à la capitale, elle est partagée elle-même entre quatre zones dont chacune est occupée par l'une des puissances victorieuses. Le centre de la ville est administré en commun par les Alliés. A l'ouest et au sud de la ligne de démarcation, le territoire est également réparti en zones d'occupation. Les Anglais occupent la Styrie et la Carinthie, les Américains la Haute-Autriche et Salzbourg et les Français le Vorarlberg et le Tyrol. En plus de la première ligne de démarcation, il y a donc celles qui séparent les zones d'occupation occidentales. Tandis que dans la ville de Vienne les zones d'occupation sont pour ainsi dire invisibles, que les communications d'une zone à l'autre ne sont pas entravées et qu'il n'existe pas de différences particulières au point de vue administratif, il en va tout autrement pour les grandes lignes de démarcation.

Il y a quelques mois encore, la législation et l'autorité administrative du gouvernement formé à Vienne au moyen de représentants des trois partis démocratiques ne s'étendaient que jusqu'à la ligne de démarcation.

Des élections générales, de caractère démocratique, eurent lieu le 25 novembre 1945. Il en est sorti un parlement et un gouvernement qui ont été reconnus par tous les Alliés. C'est seulement depuis quelque temps que la législation autrichienne est applicable également aux zones occidentales et que les services administratifs, qui étaient auparavant sous les ordres du pouvoir central, sont de nouveau subordonnés au gouvernement autrichien de Vienne. Malgré cela, l'application des lois n'est pas uniforme. Au point de vue politique et administratif cependant, la situation sera bientôt consolidée.

Mais il en va tout autrement sur le plan économique. Il n'y a presque pas d'échanges de marchandises entre les zones. Bien qu'on parle d'assouplissements, ceux-ci ne se sont pas encore produits. Il est par exemple impossible de faire passer d'une zone à l'autre des matières premières ou des produits mi-finis. En effet, chaque zone constitue un territoire économique régi selon des principes variables et qui a beaucoup plus de rapports économiques avec les régions, situées en dehors de l'Autriche, qui sont sous le contrôle de la puissance occupante entrant en ligne de compte. En d'autres termes, l'Autriche, au lieu d'être une entité économique, est subdivisée, exception faite de Vienne, où les conditions sont particulières, en quatre territoires économiques indépendants. Alors que dans la zone américaine (Salzbourg et la Haute-Autriche) on trouve du sel en abondance, lequel fait l'objet

d'affaires de compensation avec des pays étrangers, ce produit fait totalement défaut dans les autres régions du pays, notamment en Basse-Autriche et dans le Burgenland. Alors qu'en Haute-Autriche le beurre est en surabondance, cette denrée est presque introuvable à Vienne. Alors que dans les zones occidentales on répartit régulièrement de petites quantités de tabac, il n'a été procédé dans les zones orientales, depuis avril 1945, qu'à deux distributions quasi insignifiantes (vingt cigarettes par homme au total). Alors que les habitants de Vienne et surtout les enfants souffrent du manque de lait, il y en a trop dans les zones occidentales. Il est impossible, à Vienne et en Basse-Autriche, de se procurer du fer et de l'acier de Styrie, où les stocks s'accumulent. Il en va de même du bois pour les mines et pour d'autres usages industriels. Et nous pourrions multiplier à l'infini ces exemples!

Dans la zone russe, où pendant les opérations militaires la lutte se prolongea longuement en divers endroits, beaucoup d'entreprises et d'installations ont été détruites et il y règne une pénurie inimaginable de moyens de communication et de transport. Dans les zones occidentales, la situation est sensiblement meilleure, les destructions opérées par les hordes de S. S. ayant été beaucoup moins importantes.

Dès la fin des combats, sinon avant déjà, la classe ouvrière tout entière se mit à reconstruire l'économie autrichienne. Vienne et surtout la Basse-Autriche, où d'importantes opérations militaires s'étaient déroulées, avaient subi de grandes dévastations. Parmi les immeubles détruits se trouvaient de nombreuses entreprises. En outre, les bombardiers alliés avaient sérieusement mis à mal les bâtiments industriels! Malgré cette situation presque sans espoir, les ouvriers et les employés autrichiens se remirent courageusement à la tâche, et cela de leur propre initiative. Les propriétaires et les chefs des entreprises s'étaient enfuis. Les travailleurs autrichiens enlevèrent les décombres après en avoir dégagé tout ce qui pouvait encore être utilisé (machines, outils, etc.), et cela dans des conditions très difficiles. En effet, les ouvriers souffraient d'une extrême pénurie de denrées alimentaires et ils devaient se rendre à pied à leur lieu de travail; de plus, ils ne reçurent pas le moindre salaire pendant des semaines. L'activité économique reprit peu à peu. Mais hélas! On s'aperçut trop vite que tous ces efforts resteraient peu efficaces tant que subsisteraient les lignes de démarcation.

En date du 1^{er} septembre 1945, l'Union syndicale autrichienne organisa à Vienne une importante conférence, à laquelle participèrent les hommes de confiance et les membres des conseils d'entreprises de Vienne et de ses environs. La conférence se prononça sur les principaux problèmes posés et vota une résolution dans laquelle il était dit, entre autres choses, ce qui suit:

Devant la pénurie de vivres, de charbon, de matières premières et de moyens de transport qui sévit actuellement, le peuple autrichien n'est pas en mesure, à lui seul, de remédier à la situation économique désespérée dans laquelle il se trouve. C'est pourquoi l'Union syndicale autrichienne fait appel à l'aide des gouvernements des Nations Unies en leur demandant notamment:

- 1^o d'assurer des importations suffisantes de denrées alimentaires;
- 2^o de mettre à disposition des moyens de transport;
- 3^o de procéder à des importations de charbon pour l'industrie, pour les usines à gaz et d'électricité, pour les chemins de fer et pour le chauffage domestique;
- 4^o de supprimer les lignes de démarcation;
- 5^o de fixer provisoirement les frontières autrichiennes et d'autoriser le gouvernement de l'Etat autrichien à en assurer la garde;
- 6^o de rapatrier les travailleurs valides qui se trouvent actuellement au delà de la ligne de démarcation et en captivité;
- 7^o d'arrêter l'afflux d'argent.

Ces sept points montrent les nécessités les plus urgentes. Il convient encore d'ajouter que les moyens de paiement allemands furent valables en Autriche jusqu'au début de décembre 1945. Or, comme on en avait interdit l'emploi dans les pays limitrophes, on les avait transférés en Autriche, ce qui était d'autant plus facile que celle-ci n'avait aucune possibilité de protéger ses propres frontières!

Les nazis s'étaient réfugiés dans la partie occidentale de l'Autriche, où maints d'entre eux mènent aujourd'hui encore, une vie très enviable. De nombreuses entreprises, parmi lesquelles se trouvaient les plus importantes, étaient sans direction. Pour remédier à cet état de choses, le gouvernement provisoire de l'Etat autrichien promulgua une loi aux termes de laquelle des commissaires officiels devaient être affectés à ces entreprises. En tout et pour tout (y compris les entreprises les petites), il y a actuellement, dans la zone russe, quelque six mille commissaires. Ces derniers gèrent les entreprises, avec la collaboration des ouvriers et des employés, et ils sont parvenus à les remettre en marche. Ils étaient subordonnés au gouvernement et étaient responsables à l'égard de ce dernier. En janvier 1946, le Parlement autrichien se vit obligé, en vertu d'une ordonnance des autorités militaires alliées, de voter une loi qui apportait les importants changements ci-après:

Les commissaires officiels resteront en charge jusqu'au moment où les autorités d'occupation auront décidé, dans chaque zone, de les maintenir, de les remplacer ou de les rappeler.

Dans leur activité, les commissaires devront agir, dans l'intérêt des puissances ou de particuliers, selon les ordres qui leur seront donnés par les représentants de la puissance alliée contrôlant la zone dans laquelle se trouve la fortune.

En ce qui concerne leur activité, les commissaires restent responsables, personnellement et matériellement, envers les puissances alliées et toutes les personnes intéressées.

On créa ainsi un état de choses qui augmenta la confusion générale, chaque zone étant régie, au point de vue économique, selon des principes différents, et qui réduisit à néant les tentatives de collaboration faites par les industries dont les entreprises sont situées dans diverses zones.

Telle est la situation désastreuse dans laquelle l'Autriche se trouve aujourd'hui. On ne parle guère de supprimer les lignes de démarcation. En attendant, les trafics de toutes sortes continuent et les prix montent. Bien que les quantités de denrées alimentaires actuellement disponibles soient très faibles et que les vêtements et les chaussures soient introuvables, le renchérissement se fait quand même sentir. Or les Alliés ont décrété le blocage des salaires, de sorte qu'une adaptation de ceux-ci est impossible. Comme l'impôt allemand sur les salaires est encore en vigueur, lequel est de plusieurs fois supérieur à l'ancien impôt autrichien de même genre, et comme d'autre part on continue de payer des salaires inférieurs à ceux qui étaient versés avant l'Anschluss, il en résulte une nouvelle baisse du salaire réel. Les prix pratiqués à l'intérieur pour les principales matières premières, ainsi que pour le charbon, sont sensiblement inférieurs aux prix étrangers, de sorte que la moindre importation fait augmenter les prix, sans parler du danger d'une « vente à l'encan » de l'économie autrichienne.

En ce qui concerne les denrées alimentaires, les nazis avaient stabilisé les prix au moyen de subventions. Or, le gouvernement autrichien vient de déclarer qu'il ne pouvait plus continuer à verser de telles subventions. Dès que celles-ci seront supprimées, les prix augmenteront de nouveau. Il est actuellement impossible d'évaluer dans quelle proportion le salaire réel des ouvriers et des employés autrichiens a déjà diminué. Notre ministre des finances s'en tient à l'impôt allemand sur les salaires en prétendant que cet impôt constitue actuellement la principale ressource de recettes de l'Etat et qu'il est impossible, du moins pour l'instant, de s'en passer ! Les frais d'occupation sont très élevés et entravent également la fortune nationale.

Les droits de propriété sur les anciens biens autrichiens ne sont pas élucidés. D'après les décisions de Potsdam, l'Autriche n'est pas obligée de payer des réparations ; en revanche, les biens allemands à l'étranger peuvent être séquestrés au titre des réparations. Or l'on ne sait pas encore exactement quels seront les biens touchés par cette mesure. En Autriche, il y a certes des entreprises qui ont été fondées par des Allemands du Reich ; mais il y a aussi d'autres entreprises — la plupart d'entre elles — dont les Allemands

s'étaient emparés. Ces entreprises et les autres biens tombent-ils également sous le coup des dispositions de Potsdam? Sur ce point, les Alliés ne sont pas encore parvenus à se mettre d'accord.

Les dissensions entre les grandes puissances ont eu également leurs répercussions sur la situation économique de l'Autriche, ce petit pays si durement éprouvé.

En bref, la situation de l'économie autrichienne — et, partant, celle des ouvriers et des employés autrichiens — est telle qu'on ne voit pas comment elle pourrait être améliorée sans de profondes réformes, en particulier sans la suppression des lignes de démarcation et du régime d'occupation. L'Union syndicale autrichienne se trouve ainsi en face de problèmes pratiquement insolubles. Sans une aide suffisante de l'extérieur, on ne saurait songer à une véritable reconstruction de l'économie autrichienne, ni même à maintenir l'état de choses actuel, ce qui n'est pas peu dire!

Les syndicats uniques en Autriche

Par *Martin Burckhardt*

Si l'on veut se faire une idée exacte du sort des syndicats autrichiens et de la forme actuelle de leur organisation, il ne faut pas perdre de vue que tous les Etats belligérants et tous les pays touchés par la guerre ont été obligés, et le sont encore aujourd'hui dans une large mesure, de concentrer à l'extrême toutes leurs forces, règle à laquelle les syndicats n'ont pas échappé. En ce qui concerne l'Autriche, il ne faut pas oublier non plus qu'en février 1934 déjà, autrement dit quatre ans avant l'invasion nazie, les syndicats chrétiens qui existaient à côté des grands syndicats libres, ainsi que quelques fédérations nationalistes allemandes (représentant au total à peu près un dixième de l'ensemble du mouvement syndical) avaient été groupés en une collectivité de droit public appelée *syndicat unique*. L'évolution dans ce sens se poursuit sous d'autres aspects après l'invasion nazie — ainsi que le montre l'article ci-dessous, dû à la plume d'un syndicaliste vivant et militant en Autriche — et conduisit à la forme d'organisation rigide que possèdent actuellement les syndicats autrichiens.

Rim.

Le 9 avril 1945, Vienne a été occupée par les Russes et, partant, délivrée du national-socialisme. Le 15 avril déjà, les hommes de confiance de l'ancien mouvement syndical se réunirent pour discuter la restauration du mouvement syndical en Autriche. Pendant qu'on se battait encore à l'ouest de la capitale, tous les préparatifs avaient déjà été faits, à Vienne même, en vue d'une reconstitution du mouvement syndical autrichien. D'anciens syndicalistes libres (socialistes), des communistes et des membres du Parti populaire (auparavant Parti chrétien-social) s'étaient rassemblés pour